



**Département  
des Landes**

**Xavier Fortinon**

Président du Conseil départemental

Direction de l'Environnement

Le 28 JUL. 2022

**ARRETE n° 476-22-14  
PORTANT RENONCIATION A LA PREEMPTION PAR LE DEPARTEMENT  
AU TITRE DES ESPACES NATURELS SENSIBLES**

**Le Président du Conseil départemental des Landes,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 3221-12 ;

**VU** le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L215-1 et suivants et les articles R215-1 et suivants ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 31 janvier 1985 portant création du périmètre de la zone de préemption au titre des « Périmètres Sensibles » ;

**VU** la délibération de l'Assemblée départementale n° 5 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation au Président du Conseil départemental du droit de préemption dans les Espaces Naturels Sensibles ;

**VU** la déclaration d'intention d'aliéner souscrite le 13 juin 2022 par SCP PETGES, notaires à Castets (40), concernant une propriété sise à Lit-et-Mixe, appartenant à Madame WEBER Antje sur une superficie de 53 033 m<sup>2</sup>, partiellement située en zone de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles de la Commune de Lit-et-Mixe ;

Sur proposition de Madame la Directrice de l'Environnement du Conseil départemental des Landes ;

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le Département des Landes renonce à l'exercice de son droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles, à l'occasion de l'aliénation ayant fait l'objet de la déclaration susvisée et concernant la propriété de Madame WEBER Antje, pour une superficie de 53 033 m<sup>2</sup>, cadastrée Section AD, n° 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 160, 162 au lieu-dit « Minoys » sur la Commune de Lit-et-Mixe.



**Article 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet des recours suivants :

- recours administratif préalable auprès du Président du Conseil départemental des Landes dans les deux mois suivant la présente notification,
- recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Pau, dans les deux mois suivant la présente notification ou dans les deux mois suivant la notification de la décision rendue sur le recours administratif préalable.

**Article 3** : Madame la Directrice de l'Environnement, Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site Internet de la Collectivité et notifié aux inéressés.

Xavier FORTINON  
Président du Conseil départemental